

D^r Bin Mohamed Mahathir, ancien Premier ministre de Malaisie :

«Nous ne sommes ni socialistes ni capitalistes, nous sommes pragmatiques»

Supplément numéro 11

«Il faudrait pour le bonheur des Etats que les philosophes fussent rois et que les rois fussent philosophes.»

Platon in La République

Entretien réalisé
par Mohamed Chafik Mesbah

Lorsque, durant l'automne 1987, j'ai eu à visiter, à la faveur d'un voyage d'études organisé par le Royal College of Defence Studies britannique, les Etats émergents de l'Asie du Sud-Est, Hong-Kong, Singapour et la Malaisie, mon attention s'était focalisée, surtout, sur ce dernier pays.

J'avais été frappé par l'activité débordante perceptible sur l'ensemble du territoire malaisien, même si Kuala Lumpur constituait, de toute évidence, l'épicentre du prodigieux développement économique en cours.

La Malaisie était, déjà, le lieu de prédilection d'un Islam présent à toutes les phases de l'activité de l'individu et de la société, un Islam tempéré, ouvert sur la modernité. La cohabitation harmonieuse des communautés malaise, chinoise et indienne forçait l'admiration même si, implicitement, les Malais s'étaient appropriés le pouvoir politique et les Chinois la gestion des affaires économiques.

La configuration juridique de l'Etat constituait, aussi, une curieuse originalité. A ce jour, je m'interroge si la Malaisie était un Etat fédéral (en raison du pouvoir symbolique important que détiennent les Etats gouvernés par des sultans) ou un Etat centralisé (car c'est le gouvernement central, en définitive, qui fixe et conduit la politique qu'il souhaite en accord avec la majorité parlementaire).

L'arrivée aux affaires du D^r Mahathir en qualité de Premier ministre, en 1981, a suscité, sans doute, un tournant décisif dans l'évolution de la Malaisie moderne. D'une part, le D^r Mahathir a conforté les pouvoirs du Premier ministre, devenu le détenteur réel de l'autorité, parfois avec une propension avérée pour l'autoritarisme. Le D^r Mahathir n'éprouve pas de gêne à se voir affublé du titre de «despote éclairé» rappelant, cependant, qu'il décida, de sa propre initiative, en 2003, d'abandonner ses fonctions officielles, alors qu'il était au firmament de sa popularité. D'autre part, le D^r Mahathir a doté le pays d'une vision stratégique de développement qui rend visible la voie à suivre jusqu'au stade de l'industrialisation complète du pays. C'est d'ailleurs, la clarté de cette vision stratégique du D^r Mahathir et la détermination manifestée pour sa mise en œuvre qui ont retenu, le plus, mon attention. Je me rappelle, parfaitement, que lors du voyage d'études qui s'était déroulé en 1987, le D^r Mahathir, retenu, avait fait recevoir le groupe de stagiaires du Royal College of Defence Studies par son conseiller économique, une brillante mécanique intellectuelle, sujet d'origine chinoise. Depuis lors, chaque fois que j'ai pu accéder à une information sur l'évolution de la situation en Malaisie, notamment en matière de développement économique, j'en ai ramené les données à l'exposé fait, justement, par le conseiller économique du D^r Mahathir, découvrant, chaque fois, une harmonie parfaite entre ce que j'avais entendu et ce que je découvrais. Bien naturellement, j'ai compris qu'il s'agissait, là, des éléments constitutifs de la vision

Impression de Malaisie

Mohamed Chafik Mesbah avec le D^r Mahathir à Kuala Lumpur.

stratégique dite «vision 2020», rendue officielle peu après, au terme de laquelle la Malaisie était censée accéder au statut de pays développé.

S'étendant sur une superficie de 329 758 km² et composée de deux ensembles séparés par la mer de Chine méridionale, la Malaisie compte une population de 25,8 millions d'habitants avec une juxtaposition de communautés différentes. Les bumiputra, peuple de langue malaise, représentent environ 60 % de la population, les Chinois, originaires de Chine du Sud, 24 %, et les Indiens, pour la plupart hindous, 8 %. Les rivalités ethniques ont longtemps dominé la vie malaisienne jusqu'à prendre, parfois, en mai 1969, l'aspect d'affrontements graves. Cette société pluri-ethnique évoluant, cependant, vers plus d'harmonie, la Malaisie semble être un défi réussi en termes d'unité nationale.

La Malaisie, qui a accédé à l'indépendance le 31 août 1957, est une monarchie régie par un système démocratique fédéral. Le malais en est la langue officielle et l'anglais, langue de travail. L'Islam est la religion nationale.

Sur le plan honorifique, le pouvoir est exercé par un sultan, choisi pour cinq ans, parmi les neuf souverains du pays. Chacun des Etats membres de la fédération est doté, en effet, de son Assemblée et de son exécutif. Il n'en reste pas moins, encore une fois, que c'est le Premier ministre, responsable devant une Chambre des députés élue au suffrage universel, qui détient les leviers de commande réels.

Le D^r Mahathir Bin Mohamed est, de ce point de vue, la figure la plus marquante de l'histoire contemporaine de la Malaisie. Parvenu au poste de Premier ministre le 16 juillet 1981, il s'est maintenu à ce poste jusqu'au 1^{er} novembre 2003, date à laquelle il s'est retiré, volontairement.

Présenté comme le père de la modernisation du pays, le D^r Mahathir a réussi, en s'appuyant sur les revenus des ressources pétrolières et gazières et sur l'essor des industries manufacturières (électronique, automobile), à transformer la Malaisie en un pays émergent. Actuellement, la Malaisie a l'un des niveaux de vie les plus élevés en Asie du Sud-Est.

La Malaisie a développé une économie basée sur l'exportation du caoutchouc, de l'étain et le développement de la manufacture. Le gouvernement a entrepris un plan ambitieux pour faire de la Malaisie un producteur essentiel de produits de technologie de pointe, y compris les logiciels. C'est, déjà, l'un des plus grands exportateurs du monde de semi-conducteurs, articles et appareils électriques. La Malaisie qui continue d'être, après la Chine et l'Inde, une destination importante pour la fabrication des composants électriques. D'importants investissements étrangers ont été attirés par le marché malaisien jouant, ainsi, un rôle majeur dans la transformation de l'économie du pays. L'agriculture demeure, également, une source de richesse importante car elle constitue la source de revenu d'environ 15% des Malaisiens en contribuant à environ 10% du PIB. Classée parmi les principaux producteurs du monde d'huile de palme, de cacao et de caoutchouc, la Malaisie est aussi exportatrice de bois tropical.

L'essor économique de la Malaisie a été rendu possible, cependant, par la modernisation des transports, des communications et des infrastructures énergétiques. Le développement des zones industrielles par les incitations fiscales pour les investisseurs dans des industries d'exportation a constitué, également, une dimension essentielle de la stratégie économique du pays. Le

gouvernement, promoteur d'une économie de marché relativement ouverte, continue d'être, lui-même, investisseur, avec statut d'actionnaire minoritaire. Malgré des échanges importants avec les USA, l'économie malaise est, d'abord, insérée dans un contexte régional, Singapour et le Japon constituant les principaux partenaires économiques de la Malaisie. Conforté par ses réussites économiques, le D^r Mahathir avait tenu, avant de quitter le pouvoir, à engager des projets colossaux, notamment la construction de la nouvelle capitale Putrajaya, le barrage de Bakun, le nouvel aéroport international et la ville de Gelang Patah, dans l'Etat du Johor. Destinés à dynamiser l'économie et à assurer la compétitivité future du pays, ces grands travaux devaient consacrer l'accession de la Malaisie au stade de pays développé.

Ayant eu le privilège de visiter la nouvelle capitale Putrajaya, fin prête pour accueillir toute l'administration gouvernementale de Malaisie et les populations vivant en connexion, j'ai laissé, en effet, exhaler un soupir des plus éloquentes : «Certes, il peut s'agir là de dépenses de prestige. Pour avoir eu l'audace de projeter une nouvelle capitale de cette dimension en s'appuyant, d'abord, sur les moyens propres du pays et en tenant le pari des délais, il faut convenir que l'amour de la patrie habite les entrailles du D^r Mahathir !» C'est, à tous égards, un moment de bonheur que de pouvoir rencontrer le D^r Mahathir sur lequel l'âge ne semble avoir exercé aucun effet, tant pour la vivacité d'esprit que pour l'agilité physique.

Ces impressions de Malaisie seraient incomplètes, cependant, si je ne faisais pas état de mon plaisir à avoir rencontré de dignes enfants du pays, fiers de maintenir, vibrant, leur attachement à la patrie. La communauté algérienne établie en Malaisie compte 300 personnes environ, concentrées, pour la plupart, à Kuala Lumpur et à Penang. Composée à 70% d'hommes, pour l'essentiel des universitaires activant dans les secteurs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Une trentaine de cadres algériens, du niveau de docteurs, exercent en qualité de professeurs au niveau des universités malaisiennes et auprès d'importantes firmes comme Petronas, Schlumberger ou Technip. Cette communauté est regroupée au sein de l'Association des Algériens résidant en Malaisie, mise sur pied en 2005 et que préside M. Noureddine Kaci. Cette association développe des activités d'entraide, de soutien, d'encadrement et de solidarité avec les membres de la communauté installée en Malaisie pour cultiver le sentiment d'appartenance à une grande famille expatriée. Et, une fois n'est pas coutume, cette communauté entretient des rapports de confiance et de proximité avec notre ambassade à Kuala Lumpur...

Mais revenons à l'objet essentiel de ma visite en Malaisie. Laissons le D^r Mahathir présenter, à sa manière, son bilan et ses vues...

Mohamed Chafik Mesbah
Kuala Lumpur, février 2009

Bio-express du D^r Mahathir Bin Mohamed



Mahathir Bin Mohamed est né le 10 juillet 1925 à Alor Setar, capitale de l'Etat de Kedah, dans le nord-ouest de la Malaisie. Il a été le 4^e Premier ministre malais, de 1981 à 2003. Le D^r Mahathir, comme l'appellent affectueusement ses concitoyens, a fait ses études à Alor Setar puis au King Edward VII Medicine College à Singapour. Il entre dans l'administration comme médecin militaire et exerce sur l'île de Langkawi. Il est élu pour la première fois au Parlement en 1964 mais perd son

siège lors des élections suivantes, en mai 1969. Successivement ministre de l'Education, vice-Premier ministre (1976) et ministre du Commerce et de l'Industrie (1978), il dirigea plusieurs missions à l'étranger pour attirer les investisseurs. Devenu Premier ministre, il est le premier chef de gouvernement qui ne soit pas d'origine aristocratique. Son credo politique, dûment symbolisé dans son ouvrage de référence, *Le dilemme malais*, a porté sur la réhabilitation des sujets autochtones de Malaisie au profit desquels il a inscrit dans la Constitution même des droits privilégiés, une formule locale de «discrimination positive». Il a veillé, depuis, à équilibrer sa politique en veillant à garantir une évolution harmonieuse de la société malaisienne qui comprend des Malais, des Chinois et des Indiens. Partisan des «valeurs asiatiques», encore plus des «valeurs islamiques», le D^r Mahathir s'est distingué durant son mandat par une audacieuse politique d'islamisation. Créant la Banque islamique de Malaisie en 1982 et l'Université islamique internationale en 1983, il a prôné le respect des règles religieuses et mis en œuvre des programmes télévisés islamiques. Partisan d'un islam modéré et, surtout, modernisé, c'est-à-dire capable de propulser l'essor économique du pays, le D^r Mahathir est à l'origine de la modernisation de la Malaisie qui demeure un Etat musulman non séculaire. Il ne récusait pas le statut de «despote éclairé» qui lui est prêté et il n'hésite pas à recourir à la force lorsque le besoin s'en fait sentir. En septembre 1998, après s'être opposé aux injonctions du FMI, au plus fort de la crise financière en Asie, il fit arrêter son vice-Premier ministre Anwar Ibrahim, plus enclin à suivre ces injonctions, le faisant emprisonner puis condamner. Il a, efficacement, lutté aussi contre les réseaux d'Al Qaïda, établis en Malaisie, tirant parti des attentats du 11 septembre 2001. Pour reprendre la main contre le Parti islamique malaisien (PAS), il a recouru à des lois liberticides, des mesures policières et une censure brutale de la presse. Pendant son mandat, le D^r Mahathir a transformé, il est vrai, la Malaisie en un pays émergent, un haut lieu de fabrication de produits high-tech et un hub financier et de télécommunications à la notoriété établie. C'est le D^r Mahathir qui est à l'origine des «Malaysia Plans», cette politique économique basée sur le nationalisme corporatif qui a été maintenue même après la fin de son mandat. Cette politique est symbolisée par la démarche stratégique dite «Wawasan 2020» (Vision 2020) qui, au prix d'une croissance économique soutenue, est censée conduire la Malaisie au stade de pays développé à l'échéance fixée. En 1997, lors de la terrible crise asiatique, le D^r Mahathir, qui avait fermé le pays, appliquant une «politique nationaliste» à la malaisienne et chassant du pays les experts du FMI, avait permis à la Malaisie de réaliser des taux de croissance impressionnants (8,1 % en 2000, 3,5 % en 2002, 5,5 % en 2003, bien supérieurs à ceux des autres «dragons» asiatiques qui s'étaient soumis aux ukases de la Banque mondiale).

Le D^r Mahathir est à l'origine de projets économiques prestigieux en Malaisie : les tours jumelles de Petronas construites au cœur de Kuala Lumpur. La nouvelle capitale Putrajaya, une «cité intelligente» avec tous les édifices de l'administration gouvernementale. Le corridor de l'informatique et du multimédia, Cyberjaya, une sorte de Silicon Valley malaisienne. Sur le plan diplomatique, le D^r Mahathir, qui a toujours souhaité limiter l'influence britannique en Malaisie, a exercé un rôle important sur la scène régionale, à travers l'ASEAN d'abord, sa politique dite «Look at East» (regardez vers l'Est) ensuite, en s'efforçant de promouvoir une Communauté économique des pays asiatiques (EAEG, East Asia Economic Group) autour du Japon. Après avoir, volontairement, abandonné le pouvoir, en 2003, le D^r Mahathir, tout en conservant une forte influence politique, préside la Fondation Perdana et se consacre à l'activité scientifique, en Malaisie et à l'étranger.

Mohamed Chafik Mesbah : Je ne crois pas verser dans l'excès si je me fais l'interprète auprès de vous, des sentiments de respect et de considération que nourrit à votre endroit le peuple algérien. Afin justement que cet entretien ne soit pas marqué par de la complaisance, je vais être un peu incisif, pas impertinent, dans mes questions. Cela ne vous indispose pas ?

Docteur Mahathir Bin Mohamed :

Faites donc...

Abordons, en premier lieu, si vous le permettez, le milieu historique qui semble avoir laissé des traces sur votre parcours ultérieur. Pouvez-vous évoquer, si vous le voulez, l'influence que celui-ci a pu avoir sur votre vie ?

Je suis né alors que la Malaisie était sous autorité britannique. J'ai donc reçu une éducation britannique et malaisienne aussi. J'ai dû vivre, par la suite, sous l'autorité japonaise, j'ai dû vivre, alors, sous le feu. Les Britanniques revenus, j'ai eu à connaître l'autorité militaire puis le régime civil. Toutes ces péripéties avec tous ces types de gouvernement ont influencé, naturellement, mon éducation...

Vous vous êtes engagé dans la vie politique assez tôt. Existe-t-il un rapport entre le contexte historique que nous venons d'évoquer et votre engagement précoce dans le champ politique ?

Pendant mes études j'avais déjà observé la situation qui prévalait dans le pays. Pendant le protectorat britannique puis sous l'occupation japonaise, je ressentais bien que nous étions gouvernés par des étrangers, ce qui me mettait vraiment mal à l'aise. A leur retour, les Britanniques voulaient faire de la Malaisie une colonie, alors qu'au préalable c'était, seulement, un protectorat. Les Britanniques ont voulu s'approprier complètement la Malaisie. C'est à cette époque, en 1946, que je me suis engagé en politique.

La Malaisie dérange, de toute évidence, la conscience occidentale. L'expérience de la Malaisie bat en brèche, en effet, des préjugés tenaces sur des rapports de l'Islam à la modernisation sociale et économique. Avec le recul historique, vous pensez, vraiment, que le modèle que vous avez symbolisé est un modèle dérangeant ?

L'Occident, en effet, ne s'attend pas à ce que les pays musulmans puissent évoluer. Nous pensons le contraire. Nous pensons que l'Islam n'est pas un obstacle au progrès. Nous pouvons faire tout ce que les non-musulmans, les Européens notamment, font.

Nous avons été, par exemple, sous l'autorité britannique et nous avons adopté beaucoup de méthodes et de procédures britanniques. Nous nous sommes, cependant, concentrés sur le développement du pays pour montrer que, sous l'autorité britannique, le développement était très faible et que nous pouvions, après l'indépendance, faire bien mieux que les Britanniques. En ce sens, oui nous avons dérogé à la perception occidentale des pays musulmans...

En quoi a consisté la politique de discrimination positive sur laquelle vous vous êtes appuyé durant toute votre carrière politique. Quel bilan faites-vous de cette politique ?

Comme je vous l'ai dit, j'ai longtemps observé mon environnement. J'ai vu que dans ce pays nous avions eu trois types de dirigeants différents, trois cultures différentes, trois langues différentes et une conception stratégique du développement économique variable selon chaque communauté.

Nous avons même constaté que les militaires n'étaient pas très favorables au changement dans le pays. Ce panorama complexe explique l'ampleur du défi auquel nous étions confrontés. Nous devions nous battre pour mettre en place différentes stratégies avec différentes races, bien que cela perturbât quelque peu l'environnement. Le bilan, vous le voyez...

A propos, comment faut-il vous appeler ? Monsieur le Premier ministre ou D^r Mahathir ?

(Rires) Juste docteur Mahathir.

L'organisation territoriale de l'Etat malaisien est assez singulière. S'agit-il d'un Etat fédéral ou unitaire? Comment décrire et définir, sommairement, cette organisation territoriale ?

Le système est fédéral. Dans un même pays, nous avons treize Etats, chacun avec son propre gouvernement. Cependant, le gouvernement central reste très influent. Certains Etats sont regroupés en un seul Etat. Le gouvernement central assure, cependant, la gestion des finances pour toute la Malaisie. Pour nous résumer, la Malaisie c'est une structure fédérale mais avec un gouvernement central très influent.

Les formations politiques qui s'appuient sur la religion, l'Islam pour tout dire, s'efforcent de dépasser le clivage ethnique pour donner à leur projet la consistance la plus consensuelle. Vous pensez que ces formations islamistes ont réussi là où les partis traditionnels ont échoué ?

Les islamistes que vous évoquez ne le sont pas vraiment à nos yeux. Nous sommes également islamistes et nous suivons, parfaitement, les enseignements de l'Islam. Cela ne nous empêche pas d'observer, également, ce que les non-musulmans font afin de pouvoir, nous-mêmes, mener notre religion là où ils ont pu mener la leur.

Les groupes islamistes veulent, cependant, être exclusifs aux musulmans, mais dans des pays multiculturels nous ne pouvons réussir ainsi. A moins de travailler en cohésion avec les autres religions présentes en Malaisie. En résumé, nous pratiquons l'Islam sans complexe aucun, même si notre stratégie est différente, d'autant que c'est elle qui est la plus en adéquation avec les véritables enseignements de l'Islam.

Vous considérez qu'il est possible d'apporter la contradiction jusqu'à neutraliser ces groupes islamistes, par la seule voie politique ?

Oui, car nous considérons que c'est notre interprétation de l'Islam qui est la bonne. En 1400 ans d'évolution de l'Islam, il y a eu tellement d'interprétations différentes, parfois même contradictoires, de la religion musulmane. La plupart des groupes islamistes développent une conception exclusive de l'Islam qu'ils considèrent comme une chose à ne pas partager avec les autres.

Nous pensons que cette interprétation est fautive car le Coran ne nous interdit pas de



Docteur Mahathir Bin Mohamed fraîchement diplômé de l'université de Singapour.

reconnaître les autres religions. Nous sommes même très proches des enseignements de l'Islam et c'est bien parce que nous avons l'habitude de partager les enseignements de l'Islam que nous avons pu contrebalancer l'influence de ces groupes. Au total, les interprétations de l'Islam faites par les groupes islamistes sont fausses il ne leur est pas possible d'affirmer que notre interprétation est fautive.

Vous n'hésitez pas à considérer, pour reprendre vos propos, qu'une tyrannie qui respecte les intérêts de la société est préférable à l'anarchie ou à un gouvernement pseudo-démocratique soumis à une majorité qui réprime les minorités. Vous faites même appel à la notion de «despote bienveillant» qui jouerait un rôle fondamental dans la théorie et la pratique politiques islamiques. Vous ne craignez pas d'aller à contre-sens de l'histoire ?

Il n'existe pas de système politique parfait. Ni le système féodal, ni le système capitaliste ne sont parfaits. Le système démocratique aussi a ses faiblesses, les gens s'y opposent dans le but de s'approprier le pouvoir. Le système féodal est-il moins mauvais? Si le dirigeant y est peu performant ou faible vous ne pouvez pas, pour autant, lui retirer son pouvoir.

A travers l'histoire de l'humanité, nous avons, certes, connu dans les pays musulmans de très bons dirigeants qui ont encouragé l'acquisition de la connaissance et du savoir, contribuant, singulièrement, à développer leurs pays. Aucun système, cependant, n'est, par essence, entièrement bon ou entièrement mauvais. Dans le système féodal vous ne pouvez pas, comme je le disais, destituer le dirigeant lorsque les choses vont mal. Dans le système démocratique, vous pouvez destituer

le dirigeant mais, à côté de cela, il n'y a pas de stabilité pérenne car l'opposition s'attelle toujours à s'approprier le pouvoir.

Vous semblez partisan de la prise en charge, par l'Etat lui-même, des activités d'islamisation de la société. Vous dites, en effet, que «dans les pays où l'Islam dévotionniste se développe, les dirigeants ne proposent pas de solution islamique». Vous pensez qu'il n'est pas plus conforme dans un système démocratique conventionnel de distinguer entre la religion et l'Etat ?

La raison principale pour laquelle l'Islam ne peut être séparé de l'Etat, c'est que l'Islam est une manière de vivre et que la politique fait partie de la vie. Il est difficile de séparer ces deux facettes. C'est pourquoi tout ce qui se fait en politique doit être soumis aux règles de l'Islam. La difficulté réside, comme je le disais, dans nos interprétations divergentes de l'Islam. Les interprétations les plus récentes, celles auxquelles vous faites référence, ne sont pas en adéquation avec les enseignements originels de la religion tels qu'enseignés par le Prophète. Autrement, nous aussi, nous nous considérons comme fondamentalistes, car nous suivons les enseignements fondamentaux de l'Islam tels qu'édifiés dans le Coran et le Hadith avéré. Il n'y a aucun problème à suivre cette voie. Mais si vous suivez ces interprétations récentes que je viens d'évoquer, vous serez dans l'embarras. Chacun y allant de sa propre interprétation, les différentes interprétations peuvent étre contradictoires ouvrant la voie à des conflits probables. C'est la raison pour laquelle les musulmans éprouvent de difficultés à voir les autres musulmans comme des frères. Ce n'est pas l'Islam qui est la source du conflit, ce sont les interprétations divergentes.

Abordons, à présent, vos thèses économiques. Est-il exact que vous considérez que la planification centrale est le moyen le plus sûr pour garantir la croissance économique du pays et limiter les effets pervers du capitalisme sauvage ?

Oui, en effet. Voyez comment l'Amérique est en proie aux difficultés de la crise économique. Il n'y avait pas, dans ce pays, de contrôle sur le capital et le marché était, totalement, libre. Voyez les conséquences qui en ont résulté avec l'effondrement de l'économie. En Malaisie, nous planifions et nous contrôlons le développement économique. Les opérateurs doivent travailler selon les règles fixées par l'Etat.

Si vous introduisez une liberté excessive dans l'économie, les opérateurs pourront faire n'importe quoi jusqu'à vous mettre dans l'embarras. Ils ont tendance à détourner le système à des fins spéculatives. En Malaisie, vous ne pouvez pas détourner le système à des fins spéculatives. Nous utilisons le système capitaliste, nous avons des règles qui permettent, certes, à l'initiative capitaliste d'agir mais, seulement, jusqu'à une certaine limite...

Pouvez-vous, à l'intention particulière des économistes algériens qui observent avec sympathie l'expérience de votre pays, décrire l'architecture du système de planification que vous avez mis en place, la chronologie de plans qui se sont succédés et, enfin, cette vision stratégique dénommée «Vision 2020» avec ses neuf objectifs qui constituent autant de défis.

Ce n'est pas une planification rigide, ou de nature idéologique, au sens où vous le laissez entendre... Nous avons, en effet, adopté la planification qui est une idée d'inspiration communiste, mais dans un souci de pragmatisme. La planification a beau être une bonne chose, nous ne sommes ni socialistes, ni capitalistes. Nous n'avons aucune idéologie, nous sommes, seulement, pragmatiques.

Lorsque nous avons étudié la question du développement, nous avons estimé que le système de planification centrale offrait un bon moyen de diriger les énergies de tout le pays. Nous avons réuni tous les intervenants pour définir un planning d'exécution après avoir, d'abord, identifié les objectifs à atteindre. Si nous n'avions pas eu d'objectifs précis, nous serions dispersés. Cela aurait induit une perte d'énergie considérable. Comme nous sommes un pays pauvre, nous devions utiliser ce que nous avons, d'une manière coordonnée, pour pouvoir atteindre, rapidement, nos objectifs.

Un certain nombre de réalisations grandioses ont été achevées ou lancées alors que vous étiez Premier ministre. Il s'agit, par exemple, du fameux «Multimédia Super Corridor», des tours jumelles Petronas sans oublier Putrajaya, la nouvelle capitale administrative. Vos détracteurs affirment que ce sont des projets démesurés par rapport à la dimension et aux moyens de la Malaisie.

Nous nous sommes dirigés, aussi, vers l'industrie automobile jugée prestigieuse. En fait, comme c'est une industrie basée sur l'ingénierie, l'idée centrale consistait à utiliser l'industrie automobile pour stimuler le support aux ingénieurs.

Depuis que nous produisons des véhicules, l'industrie — et la maîtrise de l'ingénierie — s'est améliorée en Malaisie. Les opérateurs savent, désormais, comment fabriquer et produire. Nous avons choisi de produire des voitures dans le but de stimuler l'industrie. Concernant le «Super Corridor Multimédia» nous voulions, dans un premier temps, favoriser une industrie qui générerait des emplois pour nos compatriotes. Cependant, nous avions créé tellement d'emplois que les étrangers sont venus travailler chez nous. A ce moment-là, les salaires de nos compatriotes étaient très bas.

La nécessité d'augmenter les salaires se faisant sentir, nous avons jugé utile de relever le niveau de compétence local. C'est dans cet esprit que le corridor fut créé puisque les NTIC requièrent, en effet, un niveau de compétence élevé. Le niveau des compétences s'est, d'ailleurs, élevé de manière significative et les salaires des Malaisiens concernés se sont améliorés jusqu'à se situer parmi les plus élevés dans la région.

Et à propos du plan de développement de Petronas ?

Pour ce qui concerne Petronas, la Malaisie, comme vous le savez, produit, seulement, 650 000 barils/jour de pétrole. Elle dispose d'une réserve limitée en hydrocarbures. Tout s'arrêterait, si nous devions épuiser, rapidement, cette réserve. Nous avons jugé important que notre compagnie nationale d'hydrocarbures soit préparée à cette échéance.

Nous avons choisi d'aller vers d'autres pays non seulement pour trouver de nouvelles ressources mais aussi pour acquérir de nouvelles compétences et être en mesure de fournir les mêmes services que les multinationales. Certes, Petronas est une compagnie nationale d'hydrocarbures, mais elle n'est pas comme les autres compagnies nationales.

C'est une compagnie internationale qui opère aujourd'hui dans une quarantaine de pays dans tous les services, de l'exploration jusqu'aux opérations de production sans omettre le marketing, la construction et maintenant les études pétrochimiques... Petronas connaît, à présent, les métiers de l'industrie et peut s'exporter n'importe où au même titre que les autres multinationales.

Petronas est bien sous le contrôle de l'Etat ? Vous considérez que la gestion des ressources en hydrocarbures relevait des prérogatives régaliennes de l'Etat ?

Oui, complètement. Petronas est sous le contrôle de l'Etat lequel définit la stratégie pétrolière de la Malaisie. C'est un principe essentiel de notre politique.

Evoquons, si vous le permettez, l'incident qui vous avait opposé au FMI. L'ancien directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, en 1999, devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, affirmait que «la rhétorique qui accompagne le succès de la Malaisie n'a pas lieu d'être ; celui-ci provient d'un contrôle normal de l'économie et de l'assainissement du système bancaire». C'est la vérité ?

Non, je ne suis pas d'accord avec l'ancien directeur général du FMI. Si nous avions suivi, alors, le FMI, nous aurions été aujourd'hui de nouveau colonisés. Les étrangers auraient pris le contrôle de notre pays. Si nous avions emprunté de l'argent à l'extérieur, dans les conditions qui nous étaient imposées, ceux qui nous auraient prêté auraient voulu gérer notre économie.

Nous ne pouvions pas accepter cela. Nous avons notre propre méthode pour gérer l'économie de notre pays. Le monde sait, désormais, à commencer par les Etats-Unis, que c'est l'absence de contrôle de l'Etat sur l'économie qui est à l'origine des dérèglements et, donc, de la crise financière actuelle. Voyez comment tout le monde se presse, aujourd'hui, pour restaurer un certain contrôle public sur le marché financier...

A ce propos, vous êtes adepte de la notion de «patriotisme économique» ?

Jusqu'à un certain point. Oui au patriotisme économique s'il ne nous empêche pas d'inviter les investisseurs étrangers à venir investir.

Investir, notamment, là où nous n'avons ni la capacité nécessaire ni le savoir-faire utile. Bien sûr, si cela contribue au développement de l'économie malaisienne...

Vous avez été le premier homme politique à accéder aux fonctions de Premier ministre sans provenir de l'aristocratie. Cette situation a-t-elle joué un rôle dans le succès de votre politique d'équité sociale ?

Je viens d'un milieu ordinaire, en effet. Mon père était enseignant.

Mais, peu importe l'origine. Si vous montrez de vraies capacités de meneur, le peuple vous choisira, naturellement. Ce n'est pas sur le critère de l'origine sociale que j'ai été choisi, même s'il est

vrai que je ne suis pas d'origine aristocratique et que certains, parmi les précédents Premiers ministres, provenaient de l'aristocratie.

Vous avez entamé votre vie politique en écrivant votre ouvrage de référence *Le dilemme malais pour dénoncer l'exclusion politique, sociale, économique et culturelle de ceux que vous désignez «les fils du sol», les Malais de souche. Quel était, donc, cet état des lieux qui a tant suscité votre désapprobation ?*

Ce pays est celui des Malaisiens, les «Bumiputras», «les enfants du sol». Pendant leur occupation du territoire, les Britanniques qui voulaient exploiter les ressources de la Malaisie ont favorisé l'immigration des Chinois et des Indiens pour travailler dans les mines et l'agriculture de plantation, ce qui a requis des changements dans les cercles malaisiens. Il y a certaines valeurs de la terre qui ont empêché les Bumiputras de réussir, nous devions donc changer tout cela. C'est pourquoi nous devions apporter des signaux spéciaux pour les Bumiputras.

Vous avez été le premier chef de gouvernement à s'impliquer, résolument, dans la mise en œuvre de la politique d'intégration sociale des différentes communautés que compte le pays. Vous n'avez pas hésité ainsi, le premier, à participer aux fêtes du nouvel an chinois. La rivalité entre communautés malaise et chinoise a-t-elle été résorbée dans la Malaisie moderne ?

En 1995, certaines tensions se sont fait jour parce que le gouvernement n'avait pas songé à niveler les disparités entre les différentes communautés de Malaisie. Pendant mon mandat de Premier ministre, j'ai veillé à ce que ces disparités se réduisent et j'ai consacré beaucoup de mon temps à les réduire encore plus. Vous évoquez les Chinois, ce sont également des citoyens de ce pays.

Pour quelle raison devrais-je me tenir à l'écart de cette communauté ? Lorsque des citoyens



L'épouse du D Mahathir, elle-même médecin, appui déterminant pour la carrière de l'ancien Premier ministre.

célébrent un événement particulier, je me dois, en ma qualité de Premier responsable du pays, de me joindre à eux.

Rassurez-vous, je me suis aussi bien joint aux Indiens et, évidemment, aux Bumiputras...

Certains observateurs considèrent que votre politique de développement a consisté à favoriser l'émergence d'une bourgeoisie malaise florissante, une classe de capitalistes entrepreneurs et une nouvelle élite d'hommes d'affaires. Votre pouvoir, justement, aurait reposé, essentiellement, sur l'appui de cette bourgeoisie nouvelle. Cette analyse ne vous choque pas ?

Ces observateurs ont tort car la Malaisie est un pays, démocratique. Dans n'importe quel pays, ce sont les représentants des travailleurs qui forment la majorité. Si vous comptez sur le soutien de l'élite seulement, sans celui des travailleurs, vous ne pouvez pas réussir.

L'élite ne représente qu'une minorité. Pourtant, je ne divise pas les gens en catégories sociales selon la richesse. Cela conduit, fatalement, à des antagonismes. Les riches ont la capacité de créer des ressources, pourquoi devrais-je être contre eux ? Ils créent de l'abondance, tant mieux ! C'est ainsi que le gouvernement peut se procurer de l'argent pour aider les pauvres. Si les riches ne prospèrent pas, ils ne peuvent pas créer de ressources. Nous ne pourrions pas les taxer et, en Malaisie, «la corruption sur les taxes», la fraude fiscale, est particulièrement réprimée. Nous serions en manque d'argent pour créer des opportunités en faveur des pauvres.

Observez comment l'Etat est intervenu pour offrir aux plus modestes malaisiens une scolarité, y compris à l'étranger, pour leur permettre d'acquérir le savoir afin qu'ils se joignent, à leur retour, en tant que professionnels, à l'élite du pays. Voilà comment nous voyons le problème. Nous ne voulons pas distinguer entre pauvres et riches. Nous nous

posons la question de savoir comment aider les pauvres à devenir riches.

A ce propos, peut-on évoquer, sérieusement, l'existence d'une voie asiatique de développement ?

Nous prenons ce qui est bien de partout. Que ce soit des pays de l'Est ou de l'Ouest, du modèle socialisme comme du modèle capitaliste. Nous pensons que l'Occident dispose d'un bon savoir, donc nous voulons prendre ce savoir. Mais nous ne voulons pas des valeurs morales de l'Occident qui sont proches de zéro. Si, toutefois, certaines valeurs occidentales sont bonnes, nous les adoptons. Vous pouvez regarder aussi vers l'Est où les valeurs traditionnelles sont solides. Pour notre part, nous voulons, d'abord, maintenir les valeurs traditionnelles asiatiques que nous considérons bonnes. Tout cela est un processus de sélection avisé. Nous n'adoptons pas les valeurs selon qu'elles viennent de l'Est ou de l'Ouest, nous les adoptons selon qu'elles soient bonnes ou mauvaises.

Comment expliquer que l'armée malaisienne n'ait pas été tentée par le démon de la politique. Cela s'explique par les origines de cette armée, par le fonctionnement, relativement, démocratique du système malaisien ou, plus simplement, par la répulsion de la société malaisienne au mélange des genres ?

C'est dans la culture du pays. Notre armée est une armée professionnelle, son devoir est de prendre ses ordres des dirigeants élus, donc du gouvernement. L'armée ne pose pas de questions au gouvernement, même s'il est mauvais. Ceci est valable pour les forces armées comme pour la police. Leurs ordres proviennent des pouvoirs élus, même si c'est l'opposition qui est au pouvoir.

L'Internal Security Act, ce dispositif de répression légal, est-il toujours en vigueur en Malaisie ? C'était un instrument pour

nos jours, les Européens ont oublié les difficultés auxquelles ils ont dû faire face à leurs débuts.

Mais l'expérience des Japonais, des Coréens et des Taïwanais, qui ont fait face à ces difficultés et qui ont pu avancer, devrait nous être plus utile. Nous avons observé leurs expériences pour apprendre les bases du développement économique. Sans tout adopter systématiquement.

Les Japonais ont un bon système de valeurs qui les rend fiers mais ils ont tellement peur de commettre quelque chose de honteux ! Si un Japonais fait quelque chose de honteux, il doit se suicider, cela est mauvais. Nous ne voulons pas que nos compatriotes en arrivent à cette extrémité, nous voulons qu'ils soient fiers de ce qu'ils font, nous voulons qu'ils réussissent, qu'ils soient hyper-qualifiés et capables de développer leur pays...

Avec le Pacifique, d'une part, qui s'affirme comme futur centre du monde et, d'autre part, le déclin annoncé des pays du continent européen, où se situe l'ancrage stratégique de la Malaisie ?

Dans cette région du monde, beaucoup de conflits existaient qui menaient parfois jusqu'à la guerre. La guerre est mauvaise, très mauvaise pour tout le monde, car personne ne gagne à la guerre. Si un conflit survient, nous devrions nous réunir autour d'une table pour en parler, au lieu de nous battre. C'est la raison principale de la création de l'ASEAN. Plus tard, ce groupement a eu une facette économique. Nous avons constaté qu'en travaillant ensemble, nous étions beaucoup plus capables de nous protéger.

L'EEEC comprend donc, en plus, des pays comme le Japon, la Corée et maintenant la Chine qui sont des économies très puissantes. Si nous les rejoignons, nous pourrions parler aux Européens sur un plan d'égalité. Si nous sommes seuls, nous ne pouvons guère dialoguer avec eux...

Est-il vrai que vous êtes, également, poète ?

Il m'arrive parfois d'écrire des poésies.

D' Mahathir, par-delà ce que les Palestiniens endurent à Ghaza, comment voyez-vous, en perspective, le dénouement de ce conflit qui entrave le développement du monde musulman ?

Les musulmans ne se battent pas encore, ils agissent sous le coup de l'émotion. Leur démarche se résume à cette image : «Vous tuez notre peuple, je tue votre peuple.» Les musulmans qui sont encore au stade de la colère doivent apprendre que pour réussir, il faut planifier.

Planifier, c'est mettre en place des stratégies, préparer ses forces et réunir les conditions adéquates pour agir. C'est à ce prix, seulement, qu'ils réussiront. Les musulmans, dans leur majorité, ne peuvent pas, actuellement, réussir car ils agissent avec les sentiments. L'émotion est bénéfique, vous devez avoir des sentiments, mais en même temps, vous devez faire preuve de lucidité pour planifier et pouvoir gagner.

En 2001, dans la revue *Asia Week*, vous aviez laissé s'échapper une pointe d'amertume : «J'aurais dû rester médecin. Lorsque j'exerçais ce métier, j'étais populaire. Les gens m'aimaient.» Vous avez abandonné le pouvoir parce que le doute vous avait gagné ?

Non, il ne s'agit pas du tout d'un doute de la nature que vous imaginez. Je me suis retiré du pouvoir à un moment où j'étais encore extrêmement populaire. Je pouvais continuer à gouverner et certains m'ont demandé de continuer à le faire. Seulement, lorsque vous restez trop longtemps au pouvoir, les gens se fatiguent de vous.

C'est une chose que j'ai apprise en Chine : «Si vous allez quelque part, ne restez pas trop longtemps...» C'est la même règle en politique. Même si vous êtes un bon dirigeant, à force de rester trop longtemps, les gens finiront par se fatiguer de vous. Je me suis dit que vingt-deux ans de pouvoir, c'était assez. Voilà pourquoi je suis parti.

Docteur Mahathir, de nombreux chefs d'Etat dans le monde arabe et musulman craignent de quitter le pouvoir. Pour eux, il n'y aurait pas de vie après le pouvoir...

Non, c'est faux. Il y a encore beaucoup de choses à faire. Depuis que je ne suis plus Premier ministre, les gens viennent me voir sans cesse pour me demander conseil. Ce que je n'ai pas fait, par contre, c'est de mettre en place une dynastie.

Une majorité de gouvernants amènent leurs enfants pour assurer leur relève après qu'ils se furent retirés. Croyez-moi, c'est une dynastie inutile. Je n'ai pas élevé mes enfants dans ce but-là et je leur ai interdit de s'engager en politique tant que j'exerçais le pouvoir....

Je me fais l'interprète d'une multitude d'intellectuels algériens qui souhaiteraient vous voir venir visiter l'Algérie pour présenter aux auditoires les plus variés l'expérience réussie de développement de la Malaisie que vous avez eu l'honneur de conduire. Puis-je considérer que vous ne rejetez pas cette invitation ?

Je serai très heureux de répondre à cette invitation.

M. C. M.